

SENATO DELLA REPUBBLICA

VIII LEGISLATURA

(N. 921)

DISEGNO DI LEGGE

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 15 maggio 1980
(V. Stampato n. 601)*

presentato dal Ministro degli Affari Esteri
(MALFATTI)

di concerto col Ministro della Pubblica Istruzione
(VALITUTTI)

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 22 maggio 1980*

Ratifica ed esecuzione della Convenzione sul riconoscimento degli studi, dei diplomi e dei gradi di insegnamento superiore negli Stati arabi e negli Stati europei rivieraschi del Mar Mediterraneo, adottata a Nizza il 17 dicembre 1976

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione sul riconoscimento degli studi, dei diplomi e dei gradi di insegnamento superiore negli Stati arabi e negli Stati europei rivieraschi del Mar Mediterraneo, adottata a Nizza il 17 dicembre 1976.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 18 della Convenzione stessa.

CONVENTION

**sur la reconnaissance des études, des diplômes et des grades
de l'enseignement supérieur
dans les Etats arabes et les Etats européens
riverains de la Méditerranée**

Les Etats arabes et les Etats européens riverains de la Méditerranée, Parties à la présente Convention,

DÉSIREUX de resserrer les liens culturels étroits que l'histoire et le voisinage géographique ont établis entre eux depuis les temps les plus anciens, et de poursuivre une politique d'action commune dans le domaine de l'éducation et de la formation scientifique et culturelle contribuant ainsi au renforcement de leur coopération sous tous ses aspects dans l'intérêt du bien-être et de la prospérité permanente de leurs peuples;

CONVAINCUS que ces objectifs seraient plus facilement atteints si les habitants de chacun des Etats contractants se voyaient reconnaître le droit d'accéder librement aux ressources d'éducations des autres Etats contractants, et notamment de poursuivre leur formation dans les établissements d'enseignement supérieur de ces autres Etats;

CONSIDÉRANT que la reconnaissance par l'ensemble des Etats contractants des études faites et des diplômes obtenus dans l'un quelconque d'entre eux ne peut qu'intensifier la mobilité des personnes et les échanges d'idées, de connaissances et d'expériences scientifiques et technologiques;

CONSTATANT que cette reconnaissance constitue l'une des conditions nécessaires en vue:

1. de permettre la meilleure utilisation commune possible des moyens de formation existant sur leurs territoires,
2. d'assurer une plus grande mobilité des enseignants, des étudiants, des chercheurs et des professionnels,
3. de pallier les difficultés que rencontrent lors de leur retour dans leurs pays d'origine les personnes ayant reçu une formation à l'étranger;

DÉSIREUX d'assurer la plus large reconnaissance possible des études et des diplômes en tenant compte des principes qui concer-

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

nent la promotion de l'éducation permanente, la démocratisation de l'enseignement, l'adoption et l'application d'une politique de l'éducation adaptée aux transformations structurales, économiques et techniques, aux changements sociaux et aux contextes culturels;

RÉSOLUS à consacrer et à organiser leur collaboration future dans ces domaines par la voie d'une convention qui constituera le point de départ d'une action dynamique concertée, menée notamment par le moyen de mécanismes nationaux, bilatéraux et multilatéraux créés à cet effet;

RAPPELANT que l'objectif final que la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture s'est fixé, consiste dans « l'élaboration d'une convention internationale sur la reconnaissance et la validité des titres, grades et diplômes délivrés par les établissements d'enseignement supérieur et de recherche dans tous les pays »;

Sont, convenus de ce qui suit:

I. DEFINITIONS

ARTICLE 1.

1. Aux fins de la présente Convention, on entend par « reconnaissance » d'un diplôme, titre ou grade de l'enseignement supérieur obtenu à l'étranger, son acceptation par les autorités compétents d'un Etat contractant et l'octroi à son titulaire de droits dont bénéficient les personnes justifiant d'un diplôme, titre ou grade national auquel le diplôme, titre ou grade étranger est assimilé. Suivant la portée donnée à la reconnaissance, ces droits ont trait soit à la poursuite des études, soit à l'exercice d'une activité professionnelle, soit à ces deux fins à la fois:

(a) la reconnaissance d'un diplôme, titre ou grade en vue d'entreprendre ou de poursuivre des études de niveau supérieur permettra au titulaire intéressé d'être admis dans les institutions d'enseignement supérieur et de recherche de tout Etat contractant dans les mêmes conditions en matière d'études que celles applicables aux titulaires du diplôme, titre ou grade similaire délivré dans l'Etat contractant intéressé;

(b) la reconnaissance d'un diplôme, titre ou grade étranger pour l'exercice d'une activité professionnelle constitue la reconnaissance de la capacité technique exigée pour l'exercice de la profession dont il s'agit. Cette reconnaissance n'a pas pour effet de dispenser le titulaire du diplôme, titre ou grade étranger de satisfaire aux conditions autres que celles relatives à la capacité technique qui ont pu être prescrites par les autorités gouvernementales ou professionnelles compétents pour l'exercice de l'activité professionnelle dont il s'agit.

2. Aux fins de la présente Convention:

(a) on entend par « enseignement secondaire » l'étape des études, de quelque genre que ce soit, qui fait suite à la formation primaire ou élémentaire, et préparatoire, et qui peut avoir, entre autres buts, celui de préparer à l'accès à l'enseignement supérieur;

(b) on entend par « enseignement supérieur » tous les types d'enseignement et de recherche du niveau post-secondaire ouverts dans les différents Etats et dans les conditions prévues par eux à toute personne possédant les qualifications suffisantes, soit parce qu'elle a obtenu un diplôme, titre ou certificat de fin d'études secondaires, soit parce qu'elle a reçu une formation ou acquis des connaissances appropriées.

3. Aux fins de la présente Convention, on entend par « études partielles » toute formation qui, selon les normes en vigueur dans l'établissement où elle a été acquise, est incomplète sur le plan de sa durée ou du contenu. La reconnaissance par un Etat contractant des études partielles faites dans un établissement situé sur le territoire d'un autre Etat contractant et reconnu par lui peut être octroyée en fonction du niveau de formation atteint par l'intéressé selon les critères utilisés par les organismes de formation de l'Etat d'accueil.

II. OBJECTIFS

ARTICLE 2.

1. Les Etats contractants affirment solennellement leur ferme résolution de coopérer étroitement en vue de:

(a) permettre la meilleure utilisation possible dans l'intérêt de tous les Etats contractants de leurs ressources disponibles en matière de formation et de recherche, et à cette fin,

- i) d'ouvrir aussi largement que possible l'accès de leurs établissements d'enseignement supérieur aux étudiants ou chercheurs en provenance de l'un quelconque des Etats contractants;
- ii) de reconnaître les études et diplômes de ces personnes;
- iii) d'harmoniser les conditions d'admission aux institutions d'enseignement de chacun des pays;
- iv) d'adopter une terminologie et des critères d'évaluation qui faciliteraient l'application d'un système propre à assurer la comparabilité des unités de valeur, des matières d'étude et des diplômes;
- v) d'adopter, aux fins d'admission aux étapes d'études ultérieures, une conception dynamique qui tiendrait compte non seulement des connaissances attestées par les diplômes obtenus, mais également des expériences

et des réalisations personnelles, dans la mesure où celles-ci peuvent être jugées valables par des institutions compétentes;

- vi) d'adopter, aux fins d'évaluation des études partielles, des critères souples, fondés sur le niveau de formation atteint et sur le contenu des programmes suivis, et tenant compte du caractère interdisciplinaire des connaissances au niveau de l'enseignement supérieur;
- vii) de perfectionner le système d'échanges d'information concernant la reconnaissance des études et des diplômes;

b) réaliser dans les Etats contractants une amélioration continue des programmes d'études ainsi que des méthodes de planification et de promotion des enseignements supérieurs tenant compte des impératifs du développement économique, social et culturel, des politiques de chaque pays et des objectifs qui figurent dans les recommandations formulées par les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture en ce qui concerne l'amélioration continue de la qualité de l'enseignement, la promotion de l'éducation permanente et la démocratisation de l'éducation;

c) promouvoir la coopération régionale et mondiale en matière de reconnaissance des études et des qualifications académiques.

2. Les Etats contractants s'engagent à prendre toutes mesures nécessaires sur les plans national, bilatéral, multilatéral, notamment par le moyen d'accords bilatéraux, sous-régionaux, régionaux ou autres, ainsi que par la voie d'accords entre universités ou autres établissements d'enseignement supérieur et par voie d'arrangements avec les organisations et organismes nationaux ou internationaux compétents, en vue d'atteindre progressivement les objectifs définis au présent article.

III. ENGAGEMENTS D'APPLICATION IMMEDIATE

ARTICLE 3.

1. Les Etats contractants reconnaissent, dans les mêmes conditions que celles applicables à leurs nationaux aux fins de la poursuite des études et de l'admission immédiate aux étapes suivantes de formation dans les établissements d'enseignement supérieur situés sur leurs territoires respectifs, les diplômes de fin d'études secondaires délivrés dans les autres Etats contractants et dont la possession confère aux titulaires les qualifications requises pour être admis aux étapes suivantes de formation dans les établissements d'enseignement supérieur situés dans les territoires de ces Etats contractants.

2. Toutefois, l'admission dans un établissement d'enseignement supérieur pourra être subordonnée à la condition qu'il y existe

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

des places disponibles ainsi qu'aux conditions concernant les connaissances linguistiques exigées ou admises par les organismes d'enseignement des Etats contractants pour entreprendre les études considérées.

ARTICLE 4.

1. Les Etats contractants s'engagent à prendre sur le plan national toutes les mesures nécessaires afin:

a) de reconnaître, en vue de la poursuite immédiate des études et de l'admission aux étapes suivantes de formation dans les établissements d'enseignement supérieur situés sur leurs territoires respectifs et dans les conditions applicables aux nationaux, les qualifications académiques obtenues dans un établissement d'enseignement supérieur situé sur le territoire d'un autre Etat contractant et reconnu par lui attestant qu'une étape complète d'études dans l'enseignement supérieur a été accomplie à la satisfaction des autorités compétentes;

b) de définir, autant que possible, les modalités suivant lesquelles pourraient être reconnues, aux fins de la poursuite des études, les périodes d'études passées dans les établissements d'enseignement supérieurs situés dans les autres Etats contractants.

2. Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 3 ci-dessus sont applicables aux cas prévus par le présent article.

ARTICLE 5.

Les Etats contractants s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour rendre effective, autant que possible, la reconnaissance, en vue de l'exercice d'une profession au sens de l'article premier 1 (b) ci-dessus, des diplômes, titres ou grades d'enseignement supérieur conférés par les autorités compétentes des autres Etats contractants.

ARTICLE 6.

1. Considérant que la reconnaissance porte sur les études dispensées et les diplômes, titres ou grades décernés dans les établissements reconnus d'un Etat contractant, le bénéfice des articles 3, 4 et 5 ci-dessus est acquis à toute personne qui a suivi ces études ou obtenu ces diplômes, titres ou grades, quels que soient la nationalité ou le statut politique ou juridique de l'intéressé.

2. Tout ressortissant d'un Etat contractant qui a obtenu sur le territoire d'un Etat non contractant un ou plusieurs diplômes, titres ou grades similaires à ceux qui sont définis aux articles 3, 4 et 5 ci-dessus peut se prévaloir de celles de ces dispositions

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

qui sont applicables, à condition que ses diplômes, titres ou grades aient été reconnus dans son pays d'origine, et dans le pays dans lequel le ressortissant souhaite continuer ses études sans préjudice des dispositions prévues à l'article 20 de la présente Convention.

IV. MECANISMES DE MISE EN OEUVRE

ARTICLE 7.

Les Etats contractants poursuivent la réalisation des objectifs définis à l'article 2 et assurent l'exécution des engagements prévus aux articles 3, 4 et 5 qui précèdent, au moyen:

- a) d'organismes nationaux;
- b) du Comité intergouvernemental défini à l'article 9 ci-après;
- c) d'organismes bilatéraux ou sous-régionaux.

ARTICLE 8.

1. Les Etats contractants reconnaissent que la réalisation des objectifs et l'exécution des engagements définis à la présente Convention exigent, sur le plan national, une coopération et une coordination étroites des efforts d'autorités nationales très diverses, gouvernementales ou non gouvernementales, notamment les universités et autres institutions éducatives. Ils s'engagent en conséquence à confier l'étude des questions relatives à l'application de la présente Convention à des organismes nationaux appropriés auxquels tous les secteurs intéressés seront associés et qui seront habilités à proposer les solutions adéquates. Les Etats contractants s'engagent en outre à prendre toutes mesures administratives nécessaires pour accélérer de façon efficace le fonctionnement de ces organismes nationaux.

2. Tout organisme national devra disposer des moyens nécessaires pour lui permettre soit de recueillir, d'analyser et de classer lui-même toutes informations utiles à ses activités concernant les études et diplômes de l'enseignement supérieur, soit d'obtenir dans les plus brefs délais, d'un centre national de documentation distinct, les renseignements dont il pourrait avoir besoin dans ce domaine.

ARTICLE 9.

1. Il est institué un Comité intergouvernemental composé d'experts mandatés par les Etats contractants et dont le Secrétariat est confié au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. Le Comité intergouvernemental a pour mission de promouvoir l'application de la présente Convention. Il reçoit et examine les rapports périodiques que les Etats contractants lui communiquent sur les progrès réalisés et les obstacles rencontrés par eux dans l'application de la Convention, ainsi que les études établies par son secrétariat sur ladite Convention. Les Etats contractants s'engagent à soumettre un rapport au Comité au moins une fois tous les deux ans.

3. Le Comité intergouvernemental adresse, le cas échéant, aux Etats parties à la Convention des recommandations de caractère général ou individuel pour l'application de ladite Convention.

4. Le secrétariat du Comité intergouvernemental aide les organes nationaux à obtenir les renseignements dont ils ont besoin dans le cadre de leurs activités.

ARTICLE 10.

Le Comité intergouvernemental élit son président et adopte son règlement intérieur. Il se réunit en session ordinaire tous les deux ans. Le Comité se réunira pour la première fois trois mois après le dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 11.

Les Etats contractants pourront confier à des organismes bilatéraux ou sous-régionaux déjà existants, ou spécialement institués à cet effet, le soin d'étudier les problèmes que pose, sur le plan bilatéral ou sous-régional, l'application de la présente Convention et d'en promouvoir la solution.

V. DOCUMENTATION**ARTICLE 12.**

1. Les Etats contractants procéderont régulièrement entre eux à de larges échanges d'information et de documentation relatives aux études et diplômes de l'enseignement supérieur.

2. Ils s'efforceront de promouvoir le développement des méthodes et mécanismes permettant de collecter, d'analyser, de classer et de diffuser les informations utiles, relatives à la reconnaissance des études, diplômes et grades de l'enseignement supérieur, en tenant compte des méthodes et mécanismes utilisés et des informations réunies par les organismes nationaux, régionaux et internationaux, et notamment par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

**VI. COOPERATION
AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES**

ARTICLE 13.

Le Comité intergouvernemental prend toutes dispositions utiles pour associer à ses efforts, visant à assurer la meilleure application possible de la présente Convention, les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales compétentes.

**VII. ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
SOUMIS A L'AUTORITE D'UN ETAT CONTRACTANT
MAIS SITUES EN DEHORS DE SON TERRITOIRE**

ARTICLE 14.

Les dispositions de la présente Convention s'appliquent aux études poursuivies, aux diplômes ou grades obtenus dans tout établissement d'enseignement supérieur soumis à l'autorité d'un Etat contractant alors même que cet établissement serait situé en dehors de son territoire.

VIII. RATIFICATION, ADHESION ET ENTREE EN VIGUEUR

ARTICLE 15.

La présente Convention est ouverte à la signature et à la ratification des Etats arabes et des Etats européens riverains de la Méditerranée invités à participer à la Conférence diplomatique chargée d'élaborer la présente Convention.

ARTICLE 16.

1. D'autres Etats, membres de l'Organisation des Nations Unies, de l'une des institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique ou parties au Statut de la Cour internationale de justice, pourront être autorisés à adhérer à cette Convention.

2. Toute demande dans ce sens devra être communiquée au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture qui la transmettra aux Etats contractants trois mois au moins avant la réunion du Comité intergouvernemental.

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

3. Le Comité se réunira en Comité ad hoc pour se prononcer sur cette demande.

Ses membres devront être munis, à cet effet, d'un mandat exprès de leurs gouvernements. La décision à prendre en pareil cas devra réunir la majorité des deux tiers des Etats contractants.

4. Cette procédure ne pourra être appliquée que lorsque la majorité des Etats visés à l'article 15 aura ratifié la présente Convention.

ARTICLE 17.

La ratification de la présente Convention ou l'adhésion à celle-ci s'effectue par le dépôt d'un instrument de ratification ou d'adhésion auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

ARTICLE 18.

La présente Convention entrera en vigueur un mois après le dépôt du deuxième instrument de ratification mais uniquement à l'égard des Etats qui auront déposé leurs instruments de ratification. Elle entrera en vigueur, pour chaque autre Etat, un mois après le dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 19.

1. Les Etats contractants ont la faculté de dénoncer la présente Convention.

2. La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

3. La dénonciation prend effet douze mois après la réception de l'instrument de dénonciation. Toutefois les personnes ayant bénéficié du dispositif de la présente Convention, qui seraient en cours d'études sur le territoire d'un Etat contractant qui dénonce la Convention, pourrontachever le cycle d'études commencé.

ARTICLE 20.

Cette Convention n'affectera en aucune manière les traités et conventions déjà en vigueur entre les Etats contractants, ni les législations nationales adoptées par eux, dans la mesure où ils offrent des avantages plus larges que ceux prévus par la présente Convention.

ARTICLE 21.

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture informera les Etats contractants et les autres Etats mentionnés aux articles 15 et 16 ci-dessus, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification ou d'adhésion visés à l'article 17 ainsi que des dénonciations prévues à l'article 19 de la présente Convention.

ARTICLE 22.

Conformément a l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à Nice, ce dix-septième jour de décembre 1976, en anglais, arabe, espagnol et français, les quatre textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et dont une copie certifiée conforme sera remise à tous les Etats visés aux articles 15 et 16 ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies.

Pour la République populaire d'Albanie

Pour la République algérienne démocratique et populaire

Pour la République de Chypre

COSTAS ELEFTHERIOU HADJISTEPHANOU

17 décembre 1976

Pour la République arabe d'Egypte

CHAMS ELDINE EL-WAKIL

17 décembre 1976

Pour l'Espagne

Pour la France

PIERRE TABATONI

17 décembre 1976

Pour la Grèce

Pour l'Italie

LUDOVICO CARDUCCI ARTEMISIO

2 juin 1977

Pour le Liban

SALAH STÉTIÉ

28 septembre 1977

Pour la République arabe libyenne

MOHAMED ABDEL-KARIM EL-WAFI

6 juillet 1977

Pour Malte

Pour le Maroc

BELLAMINE DRISS

17 décembre 1976

Pour la Principauté de Monaco

Pour la République arabe syrienne

Pour la Tunisie

Pour la Turquie

Pour la République fédérative socialiste de Yougoslavie

BATRIC JOVANOVIC

17 décembre 1976

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

CONVENZIONE

sul riconoscimento degli studi, dei diplomi e dei gradi
di insegnamento superiore
negli Stati arabi e negli Stati europei
rievierasci del Mar Mediterraneo

Gli Stati arabi e gli Stati europei rievierasci del Mar Mediterraneo, Parti della presente Convenzione;

DESIDEROSI di rafforzare gli stretti vincoli culturali che la storia e la vicinanza geografica hanno stabilito fra loro dai tempi più remoti, e di proseguire una politica d'azione comune nel campo dell'istruzione e della formazione scientifica e culturale contribuendo così al rafforzamento della loro cooperazione in tutti i suoi aspetti nell'interesse del benessere e della prosperità permanente dei loro popoli;

CONVINTI che tali obiettivi saranno più facilmente raggiunti se gli abitanti di ciascuno degli Stati Contraenti si vedranno riconoscere il diritto di accedere liberamente alle risorse educative degli altri Stati Contraenti, ed in particolare di proseguire la propria formazione professionale negli istituti d'insegnamento superiore di tali altri Stati;

CONSIDERANDO che il riconoscimento da parte dell'insieme degli Stati contraenti degli studi compiuti e dei diplomi ottenuti in uno qualsiasi di essi non può che intensificare la mobilità delle persone e degli scambi d'idee, di conoscenze e di esperienze scientifiche e tecnologiche;

CONSTATANDO che tale riconoscimento costituisce una delle condizioni necessarie al fine:

1. di permettere la migliore utilizzazione comune possibile dei mezzi di formazione esistenti sui loro territori,
2. di assicurare la più vasta mobilità degli insegnanti, degli studenti, dei ricercatori e dei professionisti,

3. di sopperire alle difficoltà che incontrano al momento del loro ritorno nel paese d'origine le persone che hanno ricevuto una formazione all'estero;

DESIDEROSI di assicurare il più vasto riconoscimento possibile degli studi e dei diplomi tenendo conto dei principi concernenti la promozione dell'istruzione permanente, la democratizzazione dell'insegnamento, l'adozione e l'applicazione di una politica dell'istruzione adottata alle trasformazioni strutturali, economiche e tecniche, ai cambiamenti sociali ed ai contesti culturali;

DECISI a dedicare e ad organizzare la propria collaborazione futura in tali campi mediante una convenzione che costituirà il punto di partenza di un'azione dinamica concertata, condotta in particolare a mezzo di meccanismi nazionali, bilaterali e multilaterali creati a tale scopo;

RICORDANDO che l'obiettivo finale che la Conferenza generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura si è proposto, consiste, nell'« elaborazione di una convenzione internazionale sul riconoscimento e la validità dei titoli, gradi e diplomi rilasciati dagli istituti di insegnamento superiore e di ricerca in tutti i paesi »;

Hanno convenuto quanto segue:

I. DEFINIZIONI

ARTICOLO 1.

1. Ai fini della presente Convenzione, per « riconoscimento » di un diploma, titolo o grado d'insegnamento superiore ottenuto allo estero, si intende la sua accettazione da parte delle autorità competenti di uno Stato Contraente e la concessione al suo titolare dei diritti di cui godono le persone che possiedono un diploma, un titolo o grado d'insegnamento nazionale al quale il diploma, il titolo o grado di insegnamento ottenuto allo estero è assimilato. A seconda della portata attribuita al riconoscimento, tali diritti riguardano sia il proseguimento degli studi, sia l'esercizio di una attività professionale, sia le due cose insieme.

(a) Il riconoscimento di un diploma, titolo o grado di insegnamento, al fine di intraprendere o di proseguire studi di livello superiore, permetterà al titolare interessato di essere ammesso negli istituti di insegnamento superiore e di ricerca di ogni Stato Contraente alle stesse condizioni in materia di studi di quelle applicabili ai titolari del diploma, titolo o grado di insegnamento similare rilasciato nello Stato Contraente interessato;

(b) il riconoscimento di un diploma, titolo o grado di insegnamento straniero per l'esercizio di una attività professionale costituisce il riconoscimento della capacità tecnica richiesta per l'esercizio della professione di cui trattasi. Tale riconoscimento non ha l'effetto di dispensare il titolare del diploma, titolo o grado d'inse-

gnamento straniero dal soddisfare condizioni diverse da quelle relative alla capacità tecnica che siano state prescritte dalle autorità governative o professionali competenti per l'esercizio dell'attività professionale in questione.

2. Ai fini della presente Convenzione:

(a) per « insegnamento secondario » si intende il livello degli studi, di qualunque genere esso sia, che fa seguito alla istruzione primaria od elementare, e preparatoria e che può avere, tra gli altri scopi, quello di preparare all'accesso all'insegnamento superiore;

(b) per « insegnamento superiore » si intendono tutti i tipi di insegnamento e di ricerca del livello post-secondario aperti, nei diversi Stati e alle condizioni da essi previste, ad ogni persona che possieda requisiti sufficienti, sia perché essa ha ottenuto un diploma, titolo o certificato finale di studi secondari, sia perché ha ricevuto una formazione o acquisito delle conoscenze adeguate.

3. Ai fini della presente Convenzione, per « studi parziali » si intende ogni formazione che, in base alle norme in vigore nello istituto in cui essa sia stata acquisita, è incompleta sul piano della sua durata o contenuto. Il riconoscimento da parte di uno Stato Contraente degli studi parziali compiuti in un istituto situato nel territorio di un altro Stato Contraente e da esso riconosciuto può essere concesso in funzione del livello di istruzione raggiunto dall'interessato secondo i criteri utilizzati dagli organismi di formazione dello Stato di accoglimento.

II. OBIETTIVI

ARTICOLO 2.

1. Gli Stati Contraenti affermano solennemente la loro ferma risoluzione a cooperare strettamente al fine di:

(a) permettere la migliore utilizzazione possibile nell'interesse di tutti gli Stati Contraenti delle loro risorse disponibili in materia di formazione e di ricerca, e a tale scopo,

(i) di aprire il più largamente possibile l'accesso dei loro istituti d'insegnamento superiore agli studenti o ai ricercatori provenienti da uno qualsiasi degli Stati Contraenti;

(ii) di riconoscere gli studi ed i diplomi di tali persone;

(iii) di armonizzare le condizioni di ammissione agli istituti d'insegnamento di ciascun paese;

(iv) di adottare una terminologia e dei criteri di valutazione che facilitino l'applicazione di un sistema atto ad assicurare la comparabilità delle unità di valore, delle materie di studio e dei diplomi;

(v) di adottare, ai fini dell'ammissione ai livelli di studio successivi, una concezione dinamica che tenga conto non solo delle conoscenze attestate dai diplomi ottenuti, ma anche dalle esperienze e delle realizzazioni personali, nella misura in cui queste possono essere ritenute valide dagli istituti competenti;

(vi) di adottare, ai fini delle valutazioni degli studi parziali, dei criteri flessibili, basati sul livello di formazione raggiunto e sul contenuto dei programmi seguiti, tenendo conto del carattere interdisciplinare delle conoscenze a livello dell'insegnamento superiore;

(vii) di perfezionare il sistema di scambi di informazione concernenti il riconoscimento degli studi e dei diplomi;

(b) realizzare negli Stati Contraenti un miglioramento continuo dei programmi di studio nonché dei metodi di pianificazione e di promozione dell'insegnamento superiore tenendo conto delle esigenze dello sviluppo economico, sociale e culturale, delle politiche di ogni paese e degli obiettivi che figurano nelle raccomandazioni formulate dagli organi competenti dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura per quanto attiene al miglioramento continuo della qualità dell'insegnamento alla promozione dell'istruzione permanente e alla democratizzazione della istruzione;

(c) promuovere la cooperazione regionale e mondiale in materia di riconoscimento degli studi e dei titoli accademici.

2. Gli Stati Contraenti si impegnano ad adottare tutte le misure necessarie sul piano nazionale, bilaterale, multilaterale, in particolare mediante accordi bilaterali, sub-regionali, regionali o altri, nonché mediante accordi tra università od altri istituti d'insegnamento superiore e mediante accordi con le organizzazioni ed organismi nazionali o internazionali competenti, allo scopo di raggiungere progressivamente gli obiettivi definiti nel presente articolo.

III. IMPEGNI DI APPLICAZIONE IMMEDIATA

ARTICOLO 3.

1. Gli Stati Contraenti riconoscono, alle stesse condizioni di quelle applicabili ai loro cittadini ai fini del proseguimento degli studi e dell'ammissione immediata ai livelli successivi di formazione negli istituti d'insegnamento superiore situati nei loro territori rispettivi, i diplomi di compimento di studi secondari rilasciati negli altri Stati Contraenti ed il cui possesso conferisce ai titolari i requisiti richiesti per essere ammesso ai livelli successivi di formazione negli istituti d'insegnamento superiore situati nei territori di tali Stati Contraenti.

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. Tuttavia, l'ammissione in un istituto di insegnamento superiore potrà essere subordinata alla condizione che esistano posti disponibili nonché alle condizioni concernenti le conoscenze linguistiche richieste o ammesse dagli organismi d'insegnamento degli Stati Contraenti per intraprendere gli studi considerati.

ARTICOLO 4.

1. Gli Stati Contraenti si impegnano ad adottare, sul piano nazionale, tutte le misure necessarie al fine:

(a) di riconoscere, allo scopo dell'immediato proseguimento degli studi e dell'ammissione ai livelli successivi di formazione negli istituti di insegnamento superiore situati sui loro rispettivi territori e alle condizioni applicabili ai nazionali, i titoli accademici ottenuti in un istituto d'insegnamento superiore situato nel territorio di un altro Stato Contraente e da esso riconosciuto, attestante che un ciclo completo di studi nell'insegnamento superiore è stato compiuto secondo quanto richiesto dalle autorità competenti;

(b) di definire, per quanto possibile, le modalità in base alle quali potrebbero essere riconosciuti, ai fini del proseguimento degli studi, i periodi di studio trascorsi negli istituti di insegnamento superiore situati negli altri Stati Contraenti.

2. Le disposizioni del paragrafo 2 del precedente articolo 3 sono applicabili ai casi previsti dal presente articolo.

ARTICOLO 5.

Gli Stati contraenti si impegnano ad adottare le misure necessarie per rendere effettivo, per quanto possibile, il riconoscimento, in vista dell'esercizio di una professione ai sensi del precedente articolo primo 1 (b) i diplomi, titoli o gradi d'insegnamento superiori rilasciati dalle autorità competenti degli altri Stati Contraenti.

ARTICOLO 6.

1. Considerando che il riconoscimento verte sugli studi compiuti e sui diplomi, titoli o gradi rilasciati negli istituti riconosciuti di uno Stato Contraente, il beneficio dei precedenti articoli 3, 4 e 5 viene acquisito da parte di ogni persona che abbia seguito tali studi od ottenuto tali diplomi, titoli o attestati, quali che siano la nazionalità o lo statuto politico o giuridico dell'interessato.

2. Ogni cittadino di uno Stato Contraente che abbia ottenuto sul territorio di uno Stato non contraente uno o più diplomi, titoli o gradi simili a quelli definiti nei precedenti articoli 3, 4 e 5 può avvalersi di quelle disposizioni che gli sono applicabili, a condizio-

ne che i suoi diplomi, titoli o gradi siano stati riconosciuti nel suo paese d'origine, e nel paese in cui il cittadino desidera continuare i propri studi fatte salve le disposizioni previste dall'articolo 20 della presente Convenzione.

IV. MECCANISMI DI ESECUZIONE

ARTICOLO 7.

Gli Stati Contraenti persegono la realizzazione degli obiettivi definiti nell'articolo 2 ed assicurano l'esecuzione degli impegni previsti dagli articoli 3, 4 e 5 che precedono, mediante:

- (a) organismi nazionali;
- (b) il Comitato intergovernativo definito nell'articolo 9 che segue;
- (c) Organismi bilaterali o sub-regionali.

ARTICOLO 8.

1. Gli Stati contraenti riconoscono che la realizzazione degli obiettivi e l'esecuzione degli impegni definiti nella presente Convenzione esigono, sul piano nazionale, una cooperazione ed un coordinamento stretti di sforzi di autorità nazionali molto diverse, governative o non governative, in particolare di università ed altri istituti educativi. Essi si impegnano di conseguenza ad affidare lo studio delle questioni relative all'applicazione della presente Convenzione ad organismi nazionali idonei ai quali si associeranno tutti i settori interessati e che saranno abilitati a proporre soluzioni adeguate. Gli Stati Contraenti si impegnano inoltre ad adottare tutte le misure amministrative necessarie per accelerare in maniera efficace il funzionamento di tali organismi nazionali.

2. Ogni organismo nazionale dovrà disporre dei mezzi necessari per consentirgli sia di raccogliere, di analizzare e di classificare esso stesso ogni informazione utile alle proprie attività in relazione agli studi ed ai diplomi di insegnamento superiori, sia di ottenere nel più breve termine, da un diverso centro nazionale di documentazione, le informazioni di cui potrebbe aver bisogno in tal campo.

ARTICOLO 9.

1. Viene istituito un Comitato intergovernativo composto di esperti incaricati dagli Stati Contraenti e il cui Segretariato viene affidato al Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura.

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. Il Comitato intergovernativo ha il compito di promuovere l'applicazione della presente Convenzione. Esso riceve ed esamina i rapporti periodici che gli Stati Contraenti gli comunicano sui progressi realizzati e gli ostacoli da loro incontrati nell'applicazione della Convenzione, nonché gli studi effettuati dal proprio Segretariato sulla detta Convenzione. Gli Stati contraenti si impegnano a sottoporre un rapporto al Comitato almeno una volta ogni due anni.

3. Il Comitato intergovernativo invia, ove occorra, agli Stati parti della Convenzione delle raccomandazioni di carattere generale o individuale per l'applicazione di detta Convenzione.

4. Il Segretariato del Comitato intergovernativo aiuta gli organi nazionali nell'ottenimento delle informazioni di cui necessitano nel quadro delle loro attività.

ARTICOLO 10.

Il Comitato intergovernativo elegge il proprio presidente ed adotta il proprio regolamento interno. Esso si riunisce in sessione ordinaria ogni due anni. Il Comitato si riunirà per la prima volta tre mesi dopo il deposito del sesto strumento di ratifica o di adesione.

ARTICOLO 11.

Gli Stati contraenti potranno affidare ad organismi bilaterali o sub-regionali già esistenti, od appositamente istituiti a tale scopo, il compito di studiare i problemi che viene a porre, sul piano bilaterale o sub-regionale, l'applicazione della presente Convenzione e di promuoverne la soluzione.

V. DOCUMENTAZIONE

ARTICOLO 12.

1. Gli Stati contraenti procederanno regolarmente tra loro ad ampi scambi di informazioni e di documentazioni relativi agli studi ed ai diplomi di insegnamento superiore.

2. Essi si sforzeranno di promuovere lo sviluppo dei metodi e dei meccanismi che permettano di raccogliere, analizzare, classificare e diffondere le informazioni utili, relative al riconoscimento degli studi, diplomi e gradi dell'insegnamento superiore, tenendo conto dei metodi e meccanismi utilizzati e delle informazioni raccolte dagli organismi nazionali, regionali ed internazionali, ed in particolare dalla Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura.

VI. COOPERAZIONE CON GLI ORGANISMI INTERNAZIONALI**ARTICOLO 13.**

Il Comitato intergovernativo adotta tutte le disposizioni utili per associare ai propri sforzi, tendenti ad assicurare la migliore applicazione possibile della presente Convenzione, le organizzazioni internazionali governative e non governative competenti.

**VII. ISTITUTI DI INSEGNAMENTO SUPERIORE
SOGGETTI ALL'AUTORITÀ DI UNO STATO CONTRAENTE
MA SITUATI AL DI FUORI DEL SUO TERRITORIO****ARTICOLO 14.**

Le disposizioni della presente Convenzione si applicano agli studi perseguiti, ai diplomi o gradi ottenuti in ogni istituto d'insegnamento superiore soggetto all'autorità di uno Stato contraente anche se tale istituto fosse situato al di fuori del suo territorio.

VIII. RATIFICA, ADESIONE ED ENTRATA IN VIGORE**ARTICOLO 15.**

La presente Convenzione è aperta alla firma ed alla ratifica degli Stati arabi e degli Stati europei rivieraschi del Mar Mediterraneo invitati a partecipare alla Conferenza diplomatica incaricata dell'elaborazione della presente Convenzione.

ARTICOLO 16.

1. Altri Stati, membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, di una delle istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica o parti dello Statuto della Corte internazionale di giustizia, potranno essere autorizzati ad aderire alla presente Convenzione.

2. Ogni domanda in tal senso dovrà essere comunicata al Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura che la trasmetterà agli Stati contraenti almeno tre mesi prima della riunione del Comitato intergovernativo.

3. Il Comitato si riunirà in Comitato *ad hoc* per pronunciarsi su tale domanda. I suoi membri dovranno essere muniti, a tale scopo, di un esplicito mandato dei loro Governi. La decisione da prendere in un simile caso dovrà riunire la maggioranza dei due terzi degli Stati contraenti.

4. Tale procedura non potrà essere applicata se la maggioranza degli Stati di cui all'articolo 15 non avrà ratificato la presente Convenzione.

ARTICOLO 17.

La ratifica della presente Convenzione o l'adesione ad essa avverrà mediante il deposito di uno strumento di ratifica o di adesione presso il Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura.

ARTICOLO 18.

La presente Convenzione entrerà in vigore un mese dopo il deposito del secondo strumento di ratifica, ma unicamente nei confronti degli Stati che avranno depositato i propri strumenti di ratifica. Essa entrerà in vigore, per ogni altro Stato, un mese dopo il deposito del proprio strumento di ratifica o di adesione.

ARTICOLO 19.

1. Gli Stati contraenti hanno la facoltà di denunciare la presente Convenzione.

2. La denuncia viene notificata mediante uno strumento scritto depositato presso il Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura.

3. La denuncia acquista efficacia dodici mesi dopo la ricezione dello strumento di denuncia. Tuttavia le persone che abbiano beneficiato del dispositivo della presente Convenzione, che fossero in corso di studi sul territorio di uno Stato contraente che denuncia la Convenzione, potranno terminare il ciclo di studi iniziato.

ARTICOLO 20.

La presente Convenzione non pregiudicherà in alcun modo i trattati e le convenzioni già in vigore fra gli Stati contraenti, né le legislazioni nazionali da essi adottate, nella misura in cui offrono dei vantaggi maggiori di quelli previsti dalla presente Convenzione.

ARTICOLO 21.

Il Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura informerà gli Stati contraenti e gli altri Stati di cui ai precedenti articoli 15 e 16, nonché l'Orga-

LEGISLATURA VIII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

nizzazione delle Nazioni Unite, del deposito di tutti gli strumenti di ratifica o di adesione di cui all'articolo 17 nonché delle denunce previste dall'articolo 19 della presente Convenzione.

ARTICOLO 22.

Conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, la presente Convenzione verrà registrata presso il Segretariato delle Nazioni Unite a richiesta del Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura.

IN FEDE DI CHE, i rappresentanti sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a Nizza, il 17 dicembre 1976 in inglese, arabo, spagnolo e francese, i quattro testi facenti ugualmente fede, in unico esemplare che sarà depositato negli archivi dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura e di cui una copia certificata conforme sarà inviata a tutti gli Stati di cui agli articoli 15 e 16 nonché all'Organizzazione delle Nazioni Unite.

(*Seguono le firme*).